

**Antoine Baro Yvelines12 FI**

Monsieur le Président,

Les intérêts que vous défendez et qui sont retracés par votre lettre du 30 mai 2017, ont une place centrale dans notre programme L'AVENIR EN COMMUN.

Et c'est bien volontiers que je vous fais part ci-après de nos prises de position sur ces sujets.

Tout d'abord nous menons un véritable combat pour une économie libérée de la finance et pour une agriculture écologique et paysanne. Cela suppose de ne pas laisser le champ libre aux multinationales.

Nous proposons notamment de réaliser les mesures suivantes :

- Généraliser l'économie sociale et solidaire, garantir son financement et son accès aux marchés publics,
- Préserver le caractère de partage et d'utilité sociale contre la privatisation, l'évasion fiscale, la concurrence déloyale et l'« ubérisation » des activités,
- reconnaître un droit de préemption aux salariés pour former une coopérative en cas de fermeture ou de vente de leur entreprise,
- refuser les OGM et des pesticides nuisibles,
- s'orienter vers une alimentation 100% biologique locale dans la restauration collective,
- faciliter l'installation des jeunes agriculteurs (création de 300 000 emplois agricoles) et une renégociation de la PAC,
- décider de stopper les projets de fermes usines (pour lutter notamment contre la maltraitance des animaux),
- privilégier les circuits de proximité et plafonner les marges de la grande distribution pour garantir des prix rémunérateurs aux producteurs.

Ces mesures ne sont qu'un aperçu d'une politique entièrement orientée vers le soutien à l'ESS. Le champ d'action est vaste et je suis conscient du caractère assez général de mes réponses.

Aussi, je reste à votre disposition pour répondre plus précisément à des questions plus précises, si vous le souhaitez. Mais soyez assuré que nous oeuvrons dans le même sens que toutes les familles de l'ESS adhérentes que vous représentez.

Je vous prie d'agréer Monsieur le Président, l'assurance de toute mon attention aux valeurs que vous défendez.